

	Situation	Question	Réponse
1	<p>Le père salarié est attributaire prioritaire hors ménage. L'enfant est dans le ménage de sa mère. Celle-ci est chômeuse de plus de 6 mois au 10.07.2007, et peut potentiellement ouvrir un droit au supplément social 42 bis au 01.08.2007.</p> <p>La dérogation générale s'applique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - taux 42 bis au 01.08.2007 ; - changement d'attributaire 01.10.2007. <p>L'enfant quitte le ménage de sa mère et retourne vivre chez son père au 15.11.2007.</p>	<p>Dans la mesure où l'enfant ne fait plus partie du ménage de sa mère, la dérogation est-elle toujours valable ?</p>	<p>La circulaire ministérielle n° 599 pose notamment deux conditions en vue de l'application de la dérogation générale prévue à l'article 66, alinéa 4, L.C. : d'une part, un montant d'allocations familiales plus élevé peut être octroyé et, d'autre part, l'attributaire qui deviendra prioritaire doit faire partie du même ménage que l'enfant.</p> <p>Lorsque ces conditions sont remplies, la dérogation peut être octroyée, et ce aussi longtemps qu'il est satisfait auxdites conditions. Dans ce contexte, la dérogation cessera ses effets lorsque l'enfant et l'attributaire qui est devenu prioritaire sur base de la dérogation générale ne font plus partie du même ménage (changement d'attributaire le 1^{er} jour du trimestre suivant).</p> <p>Dans l'exemple 1, le changement d'attributaire s'opère au 01.01.2008. Le droit au supplément social prend fin au 31.12.2007.</p>

	Situation	Question	Réponse
2	<p>Le père salarié est attributaire prioritaire hors ménage. L'enfant est dans le ménage de sa mère. Celle-ci est chômeuse de plus de 6 mois au 10.07.2007, et peut potentiellement ouvrir un droit au supplément social 42 bis au 01.08.2007. La dérogation générale s'applique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - taux 42 bis au 01.08.2007 - changement d'attributaire 01.10.2007 <p>La mère recommence à travailler le 15.11.2007 et son revenu dépasse le plafond autorisé à partir de décembre 2007.</p>	<p>Dans la mesure où un montant supérieur n'est plus dû à partir du 1er avril 2008, la dérogation est-elle toujours valable ? Si non, à partir de quand prend-elle fin ?</p>	<p>La dérogation devient également caduque lorsque le montant dû en raison du statut de l'attributaire prioritaire en application de la dérogation générale n'est plus supérieur au montant dû en raison du statut de l'attributaire prioritaire en application de l'article 64 L.C. La dérogation cesse ses effets le mois suivant le dernier mois au cours duquel le montant supérieur peut être octroyé (compte tenu du principe de la trimestrialisation). Dès lors, dans l'exemple 2, la dérogation générale prend fin le 31 mars 2008.</p>
3	<p>Le père salarié est attributaire prioritaire hors ménage. La mère élève ses trois enfants. Elle est chômeuse de plus de 6 mois au 10.07.2007, et peut potentiellement ouvrir un droit au supplément social 42 bis au 01.08.2007.</p> <p>Jusqu'au 31.07.2007, elle bénéficiait du taux 40 + 41 L.C. Pour le troisième enfant, le montant n'est pas modifié à partir du 01.08.2007</p>	<p>Cela fait-il une différence au niveau de la dérogation générale ? Doit-on envisager le montant supérieur octroyé globalement du chef de l'attributaire ou l'appliquer par enfant ?</p>	<p>Lorsqu' <u>un</u> attributaire effectif qui ouvre prioritairement le droit en faveur des enfants faisant partie du ménage de l'attributaire potentiel qui pourrait devenir prioritaire sur base de la dérogation générale, la condition relative au montant supérieur doit être appliquée en tenant compte du montant global d'allocations familiales qui peut être généré par cet attributaire potentiel.</p> <p>Dans l'exemple 3, la dérogation générale peut être accordée car, à l'origine, il y a un attributaire effectif et le montant global qui peut être généré par l'attributaire potentiel est plus avantageux</p>

	Situation	Question	Réponse
4	Le père attributaire prioritaire hors ménage a cédé son droit en faveur de la mère chômeuse de plus de 6 mois qui élève l'enfant et ouvre un droit au supplément social.	Le modèle V reste-t-il valable au-delà du 1 ^{er} octobre 2007 ?	La dérogation générale prime sur une cession de priorité à condition que cette dérogation puisse être applicable. Les modèles V qui ont été signés avant le 1 ^{er} octobre 2007 restent valables dans la mesure où la dérogation ne peut s'appliquer à l'égard d'un attributaire qui est déjà prioritaire suite à une cession. Dans l'exemple 4, le modèle V devient caduc au 30 septembre 2007. La dérogation générale prend cours le 1 ^{er} octobre 2007.

Allocations familiales après l'obligation scolaire – Etudes en dehors de l'Espace économique européen

contact

téléphone

dossier n°

Les jeunes qui habitent en Belgique et qui étudient à l'étranger peuvent avoir droit aux allocations familiales jusqu'à l'âge de 25 ans.

Conditions ?

L'**enseignement** suivi en dehors de la Belgique doit répondre à certaines conditions. C'est ce que nous vérifions chaque année au moyen de ce formulaire. Complétez la page 2 et renvoyez-la-nous le plus rapidement possible. La page 3 doit être complétée par l'établissement d'enseignement étranger. Renvoyez-la-nous aussi le plus rapidement possible.

En principe, un enfant doit être élevé en Belgique pour bénéficier des allocations familiales. Mais une **dispense de cette obligation de résidence** est accordée lorsque le jeune étudie

- dans un pays de l'Espace économique européen (l'EEE – il s'agit des pays de l'Union européenne plus la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein) ;
- en dehors de l'EEE et bénéficie d'une bourse d'études belge ou européenne ;
- dans un pays avec lequel la Belgique a conclu un accord bilatéral ;
- dans un autre pays et
 - suit l'enseignement supérieur et n'a encore obtenu aucun diplôme de l'enseignement supérieur belge ou étranger ;
 - suit l'enseignement non universitaire après avoir déjà obtenu en Belgique un diplôme de fin d'études de l'enseignement secondaire (dispense pour une année scolaire au maximum) ;
 - suit l'enseignement supérieur après avoir obtenu en Belgique ou à l'étranger un diplôme de fin d'études de l'enseignement supérieur (dispense pour une année scolaire au maximum).

Dans ces trois derniers cas, aucun des parents (ou partenaire d'un des parents) du jeune ne peut travailler dans le pays où le jeune étudie. L'enfant ne peut pas avoir droit aux allocations familiales à l'étranger.

Il existe aussi une exception à l'obligation de résidence lorsque la personne qui ouvre le droit aux allocations familiales pour le jeune travaille en dehors de la Belgique en détachement et que le jeune réside avec cette personne dans le pays de détachement (travailler *en détachement* signifie que la personne reste assujettie à la sécurité sociale belge).

Dans les autres cas, le ministre des Affaires sociales peut accorder une dispense de cette obligation de résidence, lorsque la demande lui en est adressée.

D'autres questions ?

Si vous avez encore des questions, prenez contact avec votre organisme d'allocations familiales. Vous trouverez ci-dessus l'adresse, le nom et le numéro de téléphone de votre gestionnaire de dossier.

Pour toute information générale sur les allocations familiales, vous pouvez aussi contacter l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés, rue de Trèves 70 à 1000 Bruxelles, téléphone 02-237 23 20.

Vous trouverez aussi des informations concernant les allocations familiales sur www.allocationfamiliale.be.

Ces renseignements sont demandés pour pouvoir payer les allocations familiales. Si vous voulez consulter ou corriger les données qui vous concernent, adressez-vous à l'organisme mentionné ci-dessus.

contact
téléphone
dossier n°

Nom et prénom du jeune
Date de naissance

Cochez et complétez ce qui est applicable au jeune.

Vous devrez peut-être cocher plus d'une situation.

- A1 Il/elle a déjà obtenu un diplôme de fin d'études de l'enseignement secondaire **en Belgique** (enseignement secondaire général, technique, professionnel, artistique ou communautaire).
- A2 Il/elle a déjà obtenu un diplôme de fin d'études de l'enseignement supérieur **en Belgique ou dans un autre pays.**
- A3 Il/elle n'a encore obtenu aucun diplôme de fin d'études de l'enseignement supérieur **en Belgique ou dans un autre pays.**
- A4 Il/elle étudie en dehors de la Belgique et bénéficie d'une bourse d'études de
- A5 Les membres suivants de la famille du jeune résident-ils dans le pays où il étudie ?
Y exercent-ils une profession comme travailleurs salariés ou indépendants ?
- | | | |
|--|---|---|
| <input type="checkbox"/> père | <input type="checkbox"/> salarié/fonctionnaire | <input type="checkbox"/> indépendant |
| <input type="checkbox"/> mère | <input type="checkbox"/> salariée/fonctionnaire | <input type="checkbox"/> indépendante |
| <input type="checkbox"/> beau-père | <input type="checkbox"/> salarié/fonctionnaire | <input type="checkbox"/> indépendant |
| <input type="checkbox"/> belle-mère | <input type="checkbox"/> salariée/fonctionnaire | <input type="checkbox"/> indépendante |
| <input type="checkbox"/> partenaire d'une de ces personnes | <input type="checkbox"/> salarié(e)/fonctionnaire | <input type="checkbox"/> indépendant(e) |

! Veuillez nous avertir si, au cours de l'année scolaire ou académique, le jeune
- travaille plus de 240 heures par trimestre (aussi comme travailleur indépendant ou hors de la Belgique) à partir d'octobre,
- cesse définitivement d'étudier ou de suivre une formation,
- reprend des études ou une formation.

! N'oubliez pas de signer le formulaire.

Je déclare avoir rempli correctement le présent formulaire.

Date Signature

Numéro de téléphone

DECLARATION DE L'ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT

Année scolaire ou académique :

Je soussigné(e) (nom et prénom)

déclare que (nom et prénom du jeune)

né le

est inscrit dans notre établissement (nom et adresse)

pour l'année scolaire ou académique indiquée ci-dessus qui a débuté le et se termine le
et dont les périodes de vacances sont fixées comme suit :

B1 De quel enseignement s'agit-il ? B1.1 enseignement supérieur
B1.2 autre

B2 Cet enseignement est-il reconnu par l'autorité de votre pays ? oui → **Passez à la question B6.**
 non

B3 Cet enseignement correspond-il à un programme reconnu par l'autorité de votre pays ? oui → **Passez à la question B6.**
 non

B4 L'étudiant s'est-il constitué, avec l'autorisation de l'autorité académique ou de l'autorité de l'école, un programme comportant au moins 13 heures de cours par semaine ? oui → **Passez à la question B6.**
 non

B5 Le jeune suit-il au moins 17 heures de cours par semaine ? oui
 non

Sont assimilées à des heures de cours :

1. les heures de stages obligatoires, si l'accomplissement de ceux-ci est une condition pour l'obtention d'un diplôme, certificat ou brevet légalement réglementé
2. les heures d'exercices pratiques obligatoires, sous la surveillance des professeurs, dans l'établissement d'enseignement ;
3. (au maximum) 4 heures d'étude obligatoires et sous surveillance dans l'établissement d'enseignement.

B6 L'étudiant suit-il les cours depuis le début de l'année scolaire ou académique ? oui
 non, depuis le

B7 Le programme d'enseignement suivi comporte-t-il des stages ? oui non

Ceux-ci sont-ils obligatoires pour l'obtention d'un diplôme, certificat ou brevet légalement réglementé ? oui non

Les périodes de stages sont

et le salaire ou l'indemnité brut mensuel est de

B8 L'étudiant prépare-t-il un mémoire de fin d'études ? oui, depuis le
il sera remis le
 non

B9 Si le jeune a cessé de suivre les cours, indiquez la date du dernier jour de présence.

Cachet de l'établissement d'enseignement Date

Signature

Kinderbijslag na de leerplicht – Studie buiten de Europese Economische Ruimte

contact

telefoon

dossienummer

Ook jongeren die in België wonen en in het buitenland studeren, kunnen recht hebben op kinderbijslag tot hun 25e.

Voorwaarden?

Het buiten België gevolgde **onderwijs** moet aan bepaalde voorwaarden voldoen. Dat wordt elk jaar nagegaan met dit formulier. Vul a.u.b pagina 2 in en stuur ons die zo vlug mogelijk terug. Pagina 3 moet ingevuld worden door de buitenlandse onderwijsinstelling. Bezorg ons ook die zo vlug mogelijk terug.

In principe moet een kind in België opgevoed worden om recht te hebben op kinderbijslag. Maar er is **vrijstelling van die verblijfsvoorwaarde** als de jongere studeert

- in een land van de Europese Economische Ruimte (EER – dat zijn de landen van de Europese Unie en ook Noorwegen, IJsland en Liechtenstein);
- buiten de EER met een Belgische of Europese studiebeurs;
- in een land waarmee België een bilaterale overeenkomst gesloten heeft;
- in een ander land en
 - hoger onderwijs volgt en nog geen Belgisch of buitenlands diploma hoger onderwijs behaald heeft;
 - niet-hoger onderwijs volgt nadat hij in België al een eindexamen secundair onderwijs behaald heeft (vrijstelling voor maximum één schooljaar);
 - hoger onderwijs volgt nadat hij in België of in een ander land al een eindexamen hoger onderwijs behaald heeft (vrijstelling voor maximum één schooljaar).

In deze laatste drie gevallen mag geen ouder (of partner van een ouder) van de jongere werken in het land waar de jongere studeert. Het kind mag in het buitenland geen recht hebben op kinderbijslag.

Er is ook vrijstelling van de verblijfsvoorwaarde als de persoon die recht heeft op kinderbijslag voor de jongere, buiten België werkt als gedetacheerde en de jongere samen met die persoon in het land van detachering verblijft (*als gedetacheerde* betekent dat die persoon onderworpen blijft aan de Belgische sociale zekerheid).

In andere gevallen kan de Minister van Sociale Zaken op aanvraag vrijstelling verlenen van de verblijfsvoorwaarde.

Nog vragen ?

Hebt u nog vragen, neem dan contact op met uw kinderbijslaginstelling. Het adres, de naam en het telefoonnummer van uw dossierbeheerder vindt u hierboven.

Voor algemene informatie over kinderbijslag kunt u ook terecht bij de Rijksdienst voor Kinderbijslag voor Werknemers, Trierstraat 70 te 1000 Brussel, telefoon 02-237 23 40.

Informatie over kinderbijslag vindt u ook op www.kindergeld.be.

Deze gegevens worden gevraagd om de kinderbijslag te kunnen betalen. Wilt u de gegevens die over u bewaard worden inkijken of verbeteren, wend u dan tot uw kinderbijslagfonds op bovenstaand adres.

contact
telefoon
dossiernummer

Naam en voornaam van de jongere
Geboortedatum

Kruis aan en vul in wat voor de jongere van toepassing is.
Het kan zijn dat u meer dan een situatie moet aankruisen.

- A1 Hij/zij heeft in **België** al een einddiploma secundair onderwijs behaald (ASO, TSO, BSO, KSO, GSO).
- A2 Hij/zij heeft in **België of in een ander land** al een einddiploma hoger onderwijs behaald.
- A3 Hij/zij heeft in **België of in een ander land** nog geen einddiploma hoger onderwijs behaald.
- A4 Hij /zij studeert buiten België met een studiebeurs van
- A5 Verblijven de volgende familieleden van de jongere in het land waar hij/zij studeert?
Oefenen zij daar een beroep uit als werknemer of als zelfstandige?
- | | | |
|---|--|---------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> vader | <input type="checkbox"/> werknemer/ambtenaar | <input type="checkbox"/> zelfstandige |
| <input type="checkbox"/> moeder | <input type="checkbox"/> werknemer/ambtenaar | <input type="checkbox"/> zelfstandige |
| <input type="checkbox"/> stiefvader | <input type="checkbox"/> werknemer/ambtenaar | <input type="checkbox"/> zelfstandige |
| <input type="checkbox"/> stiefmoeder | <input type="checkbox"/> werknemer/ambtenaar | <input type="checkbox"/> zelfstandige |
| <input type="checkbox"/> partner van een van die personen | <input type="checkbox"/> werknemer/ambtenaar | <input type="checkbox"/> zelfstandige |

! Deel het ons a.u.b mee als de jongere in de loop van het school- of academiejaar
- meer dan 240 uren per kwartaal werkt (ook als zelfstandige of buiten België) vanaf oktober,
- definitief stopt met studeren of een opleiding volgen,
- opnieuw gaat studeren of een opleiding volgen.

! Vergeet niet het formulier te ondertekenen.

Ik verklaar dit formulier naar waarheid ingevuld te hebben.

Datum Handtekening 

Telefoonnummer

Verklaring van de onderwijsinstelling

School- of academiejaar

Ondergetekende (naam en voornaam)

verklaart dat (naam en voornaam van de jongere)

..... geboren op

in onze onderwijsinstelling (naam en adres)

.....

ingeschreven is voor begindatum en einddatum

bovenvermeld school- of vakantieperiodes

academiejaar met

B1 Om welk onderwijs gaat het? B1.1 hoger onderwijs
B1.2 ander

B2 Is het onderwijs erkend door de overheid van uw land? ja → **Ga naar vraag B6.**
 nee

B3 Stemt het onderwijs overeen met een studieprogramma dat erkend is door de overheid van uw land? ja → **Ga naar vraag B6.**
 nee

B4 Heeft de student zich met de toestemming van de academische of de schooloverheid een programma samengesteld van minstens 13 lessen per week? ja → **Ga naar vraag B6.**
 nee

B5 Volgt de jongere per week minstens 17 lessen? ja
 nee

Met lessen worden gelijkgesteld:

1. uren verplichte stage vereist voor het verkrijgen van een wettelijk gereguleerd diploma, getuigschrift of brevet
2. uren verplichte oefeningen in de onderwijsinstelling onder toezicht van leraren
3. (ten hoogste 4) verplichte studie-uren onder toezicht in de onderwijsinstelling

B6 Volgt de student de lessen sinds het begin van het school- of academiejaar? ja
 nee, sinds

B7 Omvat het programma van het gevolgde onderwijs stages? ja nee
Zijn die stages vereist voor het verkrijgen van een wettelijk gereguleerd diploma, getuigschrift of brevet? ja nee

De stageperiodes zijn

en het loon of de vergoeding bedraagt bruto per maand

B8 Werkt de student aan een eindverhandeling? ja, sinds
ze wordt ingediend op
 nee

B9 Als de jongere zijn studie stopgezet heeft, geef dan de laatste aanwezigheidsdag op

Stempel van de onderwijsinstelling

Datum

Handtekening

Kindergeld nach der Schulpflicht Studien außerhalb des Europäischen Wirtschaftsraumes

Kontakt

Telefon

Aktenzeichen

Auch Jugendliche, die in Belgien wohnen und im Ausland studieren, können noch bis 25 Jahre Kindergeld erhalten.

Bedingungen ?

Der außerhalb Belgiens besuchte **Unterricht** muss bestimmte Bedingungen erfüllen. Dies wird jährlich mit diesem Formular überprüft. Füllen Sie bitte Seite 2 aus, die Sie uns schnell zurückschicken. Seite 3 muss die ausländische Unterrichtsanstalt ausfüllen. Diese Seite schicken Sie uns auch so bald wie möglich zurück.

Prinzipiell muss ein Kind in Belgien erzogen werden, um kindergeldberechtigt zu sein. Es gibt jedoch eine Befreiung der **Aufenthaltsbedingung**, falls der Jugendliche studiert

- in einem Land des Europäischen Wirtschaftsraumes (EWR – das sind die Länder der Europäischen Union sowie Norwegen, Island und Liechtenstein);
- außerhalb des EWR mit einem belgischen oder europäischen Stipendium;
- in einem Land mit dem Belgien ein bilaterales Abkommen geschlossen hat;
- in einem anderen Land und
 - Hochschulunterricht besucht und weder ein belgisches noch ein ausländisches Hochschuldiplom erzielt hat;
 - anderen Unterricht als Hochschulunterricht besucht, nachdem er in Belgien bereits ein Abschlussdiplom des Sekundarunterrichts erzielt hat (Sondergenehmigung für maximal ein Schuljahr);
 - Hochschulunterricht besucht, nachdem er in Belgien oder in einem anderen Land bereits ein Abschlussdiplom des Hochschulunterrichts erzielt hat (Sondergenehmigung für maximal ein Schuljahr).

In diesen letzten drei Fällen darf kein Elternteil (oder Partner eines Elternteils) des Jugendlichen in dem Land arbeiten, in dem der Jugendliche studiert. Das Kind darf im Ausland kein Anrecht auf Kindergeld haben.

Eine Ausnahme zur Aufenthaltsbedingung gilt ebenfalls, wenn die Person, die das Anrecht auf Kindergeld für den Jugendlichen eröffnet, als Delegierter außerhalb Belgiens arbeitet und sich der Jugendliche zusammen mit dieser Person im Land der Delegation aufhält (Delegierter bedeutet, dass die Person der belgischen sozialen Sicherheit unterliegt).

In anderen Fällen kann der Minister der sozialen Angelegenheiten eine Sondergenehmigung erteilen.

Weitere Fragen ?

Falls Sie noch Fragen haben, kontaktieren Sie dann Ihre Kindergeldinstitution. Die Adresse, der Name und die Telefonnummer Ihres Sachbearbeiters finden Sie hieroben.

Für allgemeine Infos zum Kindergeld können Sie sich auch an die Zentralanstalt für Familienbeihilfen für Arbeitnehmer, Rue de Trèves 70 in 1000 Brüssel, Telefon 02-237 23 20 wenden.

Infos zum Kindergeld finden Sie auch unter www.kindergeld.be.

Die Informationen werden erfragt, um das Kindergeld zahlen zu können. Wenn Sie die über Sie gespeicherten Daten einsehen oder verbessern möchten, wenden Sie sich an Ihre Kindergeldkasse unter der obenerwähnten Adresse.

Name und Vorname des Jugendlichen

Geburtsdatum

Kreuzen Sie an und füllen Sie aus, was für den Jugendlichen zutrifft.
Es ist durchaus möglich, dass Sie mehr als eine Lage ankreuzen müssen.

A1 Er/sie hat **in Belgien** bereits ein Abschlussdiplom des Sekundarunterrichts (SU) erzielt (Allgemeiner SU, Technischer SU, Beruflicher SU, Kunst SU, Gemeinschafts SU -Projekt mit Ausland).

A2 Er/sie hat **in Belgien oder in einem anderen Land** bereits ein Abschlussdiplom des Hochschulunterrichts erzielt.

A3 Er/sie hat weder **in Belgien noch in einem anderen Land** ein Abschlussdiplom des Hochschulunterrichts erzielt.

A4 Er/sie studiert außerhalb Belgiens mit einem Stipendium erteilt von
.....

A5 Halten sich die folgenden Familienmitglieder des Jugendlichen im Land auf, in dem er/sie studiert?
Üben sie dort eine Tätigkeit als Arbeitnehmer oder Selbständiger aus?

- | | | |
|--|--|--|
| <input type="checkbox"/> Vater | <input type="checkbox"/> Arbeitnehmer/Beamte | <input type="checkbox"/> Selbständiger |
| <input type="checkbox"/> Mutter | <input type="checkbox"/> Arbeitnehmer/Beamte | <input type="checkbox"/> Selbständiger |
| <input type="checkbox"/> Stiefvater | <input type="checkbox"/> Arbeitnehmer/Beamte | <input type="checkbox"/> Selbständiger |
| <input type="checkbox"/> Stiefmutter | <input type="checkbox"/> Arbeitnehmer/Beamte | <input type="checkbox"/> Selbständiger |
| <input type="checkbox"/> Partner einer dieser Personen | <input type="checkbox"/> Arbeitnehmer/Beamte | <input type="checkbox"/> Selbständiger |

! Teilen Sie uns bitte mit, falls der Jugendliche im Laufe des Schul- oder akademischen Jahres

- **mehr als 240 Stunden pro Quartal arbeitet (auch als Selbständiger oder außerhalb Belgiens) ab Oktober,**
- **definitiv das Studium oder einer Ausbildung abbricht,**
- **erneut ein Studium oder eine Ausbildung aufnimmt.**

! Vergessen Sie nicht das Formular zu unterschreiben

Ich erkläre, dass ich dieses Formular wahrheitsgetreu ausgefüllt habe.

Datum Unterschrift 

Telefonnummer

Erklärung der Unterrichtsanstalt

Schuljahr oder akademisches Jahr

Der/die Unterzeichnete (Name, Vorname)

erklärt, dass Name, Vorname des Jugendlichen)

..... geboren am

in unserer Unterrichtsanstalt (Name, Adresse)

eingeschrieben ist

für das oben angegebene das am angefangen hat und am endet.

Schuljahr/Studienjahr Die Ferienzeiten sind wie folgt festgelegt:

.....

B1 Um welchen Unterricht handelt es sich ? B1.1 Hochschulstudium
B1.2 anderen

B2 Ist der Unterricht von der Behörde Ihres Landes anerkannt ? ja → **Gehen Sie zu Frage B6**
 nein

B3 Entspricht dieser Unterricht einem von der Behörde Ihres Landes anerkannten Unterricht ? ja → **Gehen Sie zu Frage B6**
 nein

B4 Hat sich der Student mit Einverständnis der Leitung der Universität oder der Unterrichtsanstalt ein Programm von mindestens 13 Stunden Unterricht pro Woche zusammengestellt ? ja → **Gehen Sie zu Frage B6**
 nein

B5 Besucht der Jugendliche mindestens 17 Unterrichtsstunden pro Woche? ja
 nein

Den Unterrichtsstunden gleichgestellt sind:

1. Stunden des Pflichtpraktikums, falls dessen Ausführung eine Bedingung zur Erlangung eines gesetzlich reglementierten Abschlusses, Diploms oder Scheines darstellt ;
2. Stunden der vorgeschriebenen praktischen Übungen unter Aufsicht des Lehrers in der Unterrichtsanstalt;
3. (höchstens) 4 Stunden Pflichtstudium, die unter Aufsicht in der Unterrichtsanstalt abgehalten werden.

B6 Besucht der Student seit Beginn des Schul- bzw. Studienjahres den Unterricht ? ja
 nein, seit

B7 Umfasst das Programm des besuchten Unterrichtes Praktika ? ja nein

Sind die Praktika obligatorisch zwecks Erlangung eines gesetzlich reglementierten Abschlusses, Diploms oder Scheines ? ja nein

Die Praktikazeiten sind

Der Bruttobetrag des Lohnes/Vergütung pro Monat ist

B8 Bereitet der Student eine Studienabschlussarbeit vor ? ja, seit dem
sie wird eingereicht am
 nein

B9 Falls der Jugendliche aufgehört hat den Unterricht zu besuchen, geben Sie den letzten Anwesenheitstag an:

Stempel der Unterrichtsanstalt Datum

Unterschrift

Declaração do estabelecimento de ensino

Ano escolar ou académico

Eu abaixo assinado(a) (apelido e nome próprio)

declaro que (apelido e nome próprio do jovem)

.....nascido(a) em

está inscrito(a) no nosso (nome e apelido)

estabelecimento

para o ano escolar ou que começou a e termina a

académico acima indicado e cujos períodos de férias estão fixados como se segue:

.....

B1 De que ensino se trata? B 1.1 ensino superior
B 1.2 outro

B2 Este ensino é reconhecido pela autoridade do seu país? sim → **Passe à pergunta 6**
 não

B3 Este ensino corresponde a um programa reconhecido pela autoridade do seu país? sim → **Passe à pergunta 6**
 não

B4 O(A) estudante compôs, com a autorização da autoridade académica ou da autoridade da escola, um programa compreendendo pelo menos 13 horas de aulas por semana? sim → **Passe à pergunta 6**
 não

B5 O jovem frequenta pelo menos 17 horas de aulas por semana? sim
 não

São equiparadas a horas de aulas:

1. as horas de estágios obrigatórios, se o cumprimento destes for uma condição para a obtenção de um diploma, certificado ou carta legalmente regulamentado
2. as horas de exercícios práticos obrigatórios, sob a vigilância dos professores, no estabelecimento de ensino;
3. (no máximo) 4 horas de estudo obrigatórias e sob vigilância no estabelecimento de ensino.

B6 O(A) estudante frequenta as aulas desde o começo do ano escolar ou académico? sim
 não, desde

B7 O programa de ensino seguido compreende estágios? sim não

Estes são obrigatórios para a obtenção de um diploma, certificado ou carta legalmente regulamentado? sim não

Os períodos de estágio são

e o salário ou indemnização bruto mensal é de

B8 O(A) estudante prepara uma tese de fin de estudos? sim, desde
será entregue em

não

B9 Se o jovem cessou de frequentar as aulas, indique a data do último dia de presença

Carimbo do estabelecimento
de ensino

Data

Assinatura

DECLARACION DEL CENTRO DE ENSEÑANZA

Año escolar o académico :

El(la) que suscribe (apellido y nombre)

declara que (apellido y nombre del/de la joven)
..... nacido(a) el

está inscrito(a) en nuestro (nombre y dirección)
centro de enseñanza

para el año escolar o fecha de inicio y fecha final
académico arriba mencionado períodos de vacaciones :.....
con

B1 ¿ De qué enseñanza se trata ? B 1. 1 enseñanza superior
B 1. 2 otra

B2 ¿ La enseñanza está reconocida por las autoridades de su país? sí → **pase a la pregunta 6.**
 no

B3 ¿ La enseñanza corresponde a un programa de estudios reconocido por las autoridades de su país ? sí → **pase a la pregunta 6.**
 no

B4 ¿ El(la) estudiante se ha constituido un programa de por lo menos 13 horas de clase por semana con la autorización de las autoridades académicas o escolares ? sí → **pase a la pregunta 6.**
 no

B5 ¿ El joven sigue por lo menos 17 horas de clase por semana ? sí
 no

Se asimilan a horas de clase :

1. las horas de prácticas obligatorias para la obtención de un diploma, certificado o título legalmente reglamentado ;
2. las horas de ejercicios obligatorios bajo la vigilancia de profesores ;
3. (máximo 4) horas de estudio obligatorias bajo vigilancia en el centro de enseñanza.

B6 ¿ El(la) estudiante sigue las clases desde el comienzo del año escolar o académico ? sí
 no, desde el

B7 ¿ El programa de la enseñanza incluye prácticas ? sí no
¿ Las prácticas son obligatorias para obtener un diploma, certificado o título legalmente reglamentado ? sí no
Los periodos de prácticas son
y la retribución o el abono bruto mensual es de

B8 ¿ El(la) estudiante prepara una tesis de fin de estudios ? sí, desde el.....
se remitirá el
 no

B9 Cuando el(la) joven haya cesado sus estudios, indique el último día de presencia.

Sello del centro de enseñanza Fecha

Firma

Certificate of the teaching institute

School-year or academic year

The undersigned (name and first name)
declares that (student's name and first name)
..... born on
in our institute (name and address)
.....
is registered for the above-mentioned school-year or academic year with starting date and end date
holiday periods
.....

- B1 State the level of education B1.1 higher education
B1.2 other
- B2 Is this education recognized by the authorities of your country? yes → Go to question 1
 no
- B3 Does this education correspond with a study programme recognized by the authorities of your country? yes → Go to question 1
 no
- B4 Has the student put together a programme of at least 13 hours a week, with the approval of the academic or school authority? yes → Go to question 1
 no
- B5 Does the student attend courses for at least 17 hours a week? yes
 no

Assimilated with courses are:

1. hours of obligatory practical training, required for obtaining a legally regulated degree or certificate
2. hours of obligatory exercises in the institution under teachers' supervision
3. (maximum 4) obligatory study-hours under supervision in the institution

- B6 Does the student attend the courses since the start of the school-year/academic year? yes
 no, since
- B7 Does the programme of the courses attended include practical sessions? yes no
Are these practical sessions required for obtaining a legally regulated degree or certificate? yes no
The periods for these sessions are
for a gross monthly payment or fee of

- B8 Does the student prepare a dissertation? yes, since
to be submitted on
 no
- B9 If the student has discontinued his studies, please state his last day of attendance

Stamp of the institute Date
Signature

Changement de priorité pour le droit aux allocations familiales

Qui doit demander les allocations familiales ?

C'est, dans cet **ordre** (art. 64 des lois sur les allocations familiales) :

- 1° le père de l'enfant
 - 2° la mère
 - 3° le beau-père
 - 4° la belle-mère
 - 5° la plus âgée des personnes suivantes : le (la) partenaire qui cohabite avec un des parents, un des grands-parents, un oncle ou une tante (lorsqu'ils font partie du ménage)
 - 6° un (demi-)frère ou une (demi-)sœur de l'enfant
- Les parents adoptifs ont les mêmes droits que les parents.

Cet ordre peut-il être modifié ?

Oui, le droit aux allocations familiales passe **automatiquement** au **(beau-)père**, à la **(belle-)mère** ou à la **personne avec laquelle le père ou la mère forme un ménage**, tant que

- des allocations familiales plus élevées peuvent être payées ;
- la personne qui obtient le droit fait partie du même ménage que les enfants.

Dans les autres cas, celui qui a la priorité peut céder son droit à une autre personne, lorsque c'est **plus avantageux pour l'enfant**. Par exemple, pour recevoir un taux plus élevé ou pour que la même caisse paie les allocations familiales pour tous les enfants du ménage (art. 66 des lois coordonnées). Cette cession peut être **demandée au moyen du formulaire ci-joint**.

Si celui qui est prioritaire ne veut pas céder son droit, la caisse d'allocations familiales peut demander au ministre des Affaires sociales de modifier la priorité.

Dans l'intérêt de l'enfant, vous-même pouvez toujours demander directement au ministre des Affaires sociales de décider qui ouvre le droit aux allocations familiales.

! Un travailleur indépendant prioritaire ne peut pas céder son droit à un travailleur salarié !

Pour quelle période peut-on céder son droit prioritaire ou un droit peut-il être transféré automatiquement ?

- pour le **futur**,
- pour le **passé**, si des allocations familiales plus élevées peuvent être payées. La caisse d'allocations familiales peut remonter cinq ans en arrière.

La caisse d'allocations familiales vérifie pour vous ce qui est le plus avantageux. Elle a déjà indiqué la période sur le formulaire.

Qui reçoit alors les allocations familiales ?

La même personne qu'aujourd'hui. Ce sera généralement la mère.

Exemples

- Luc et Anne vivent ensemble et ont un enfant. Luc perçoit des allocations de chômage. Anne est invalide. Le revenu mensuel du ménage ne dépasse pas le maximum autorisé. Le droit de Luc passe automatiquement à Anne, afin qu'elle puisse recevoir des allocations familiales plus élevées pour leur enfant. Le supplément pour les invalides est en effet plus élevé que celui des chômeurs.
- Alain et son fils Kevin (8 ans) vont habiter avec Linda et sa fille Laura (6 ans). Les allocations familiales de Kevin sont payées à Alain par la caisse A, celles de Laura sont payées à Linda par la caisse B. S'ils préfèrent que les allocations familiales leur soient payées par le même organisme, Luc peut céder son droit à Linda ou inversement.

D'autres questions ?

Prenez contact avec votre caisse d'allocations familiales ou avec l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés, rue de Trèves 70, 1000 Bruxelles, téléphone 02-237 23 20. Vous trouverez également des informations concernant les allocations familiales sur www.allocationfamiliale.be.

Verandering van de voorrang voor het recht op kinderbijslag

Wie moet de kinderbijslag aanvragen ?

Dat is in deze **volgorde** (art. 64 Kinderbijslagwet):

- 1° de vader van het kind
 - 2° de moeder
 - 3° de stiefvader
 - 4° de stiefmoeder
 - 5° de oudste van de volgende personen: de samenwonende partner van een van de ouders, een grootouder, oom of tante (als ze tot het gezin behoren)
 - 6° een (half-)broer of (half-)zus van het kind
- Adoptie-ouders staan gelijk met ouders.

Is die volgorde te veranderen ?

Ja, het recht op kinderbijslag gaat **automatisch** over op **de(stief)vader, de (stief)moeder of de persoon met wie de vader of de moeder een gezin vormt** zolang

- hogere kinderbijslag betaald kan worden;
- de persoon die het recht verkrijgt tot hetzelfde gezin behoort als de kinderen.

In andere gevallen kan degene die een voorrangrecht heeft, zijn recht afstaan aan iemand anders, als dat **beter is voor het kind**. Bijvoorbeeld om hogere kinderbijslag te krijgen, of om voor alle kinderen van het gezin de kinderbijslag van hetzelfde kinderbijslagfonds te krijgen (art. 66 Kinderbijslagwet). Dat wordt **aangevraagd met bijgaand formulier**.

Als degene met voorrang zijn recht niet wil afstaan, kan het Kinderbijslagfonds bij de Minister van Sociale Zaken vragen de voorrang te veranderen.

In het belang van het kind kunt u zelf altijd rechtstreeks bij de Minister van Sociale Zaken vragen om te beslissen wie het recht op kinderbijslag opent.

! Een zelfstandige met voorrang kan zijn recht niet afstaan aan een werknemer !

Voor welke periode kan men zijn voorrangrecht afstaan of kan het recht automatisch overgaan ?

- voor de **toekomst**,
- voor het **verleden** als er hogere kinderbijslag betaald kan worden. Het kinderbijslagfonds kan daarbij vijf jaar teruggaan.

Het kinderbijslagfonds gaat voor u na wat het voordeligst. Op het formulier heeft het de periode al ingevuld.

Wie krijgt dan de kinderbijslag ?

Dezelfde persoon als nu. Dat is meestal de moeder.

Voorbeelden

- Bart en An wonen samen en hebben een kind. Bart ontvangt een werkloosheidsuitkering. An is invalide. Het maandelijks gezinsinkomen is niet hoger dan het toegelaten maximumbedrag. Het recht van Bart gaat automatisch over op An, zodat zij voor hun kind meer kinderbijslag kan ontvangen. De toeslag voor invaliden is immers hoger dan die voor werklozen.
- Jan met zoon Stijn (8 jaar) en Linda met dochter Laura (6 jaar) gaan samenwonen. Voor Stijn ontvangt Jan kinderbijslag van fonds A en voor Laura ontvangt Linda kinderbijslag van fonds B. Als zij hun kinderbijslag liever van een en dezelfde instelling ontvangen, kan Jan zijn voorrang afstaan aan Linda of omgekeerd.

Nog vragen ?

Neem contact op met uw kinderbijslagfonds of met de Rijksdienst voor Kinderbijslag voor Werknemers, Trierstraat 70, 1000 Brussel, telefoon 02-237 23 40. Informatie over kinderbijslag vindt u ook op www.kindergeld.be.